

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 49 (1957)
Heft: 2

Artikel: Un débat sur l'automation à l'Association suisse de politique sociale :
exposé
Autor: Wyss, Edmond / Dubois, C.-A.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384996>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

qu'il développe fortement et rapidement la formation technique, mais qu'il réforme probablement de manière profonde l'enseignement secondaire et universitaire, qu'il bouleverse de manière révolutionnaire la structure sociale des étudiants, qu'il en étende le champ de recrutement aux milieux jusqu'à maintenant presque entièrement exclus des hautes études. Les parois étanches qui séparent encore les disciplines doivent tomber. Car enfin, il ne suffit pas de développer les sciences sociales; il faut faire en sorte qu'elles ne soient pas seulement une spécialisation en marge des autres. Il importe de créer des contacts vivants et réguliers entre l'école, l'économie, l'administration et le syndicalisme, de mettre davantage l'accent sur les problèmes à long terme. Des institutions telles que la Fondation pour les recherches scientifiques, l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, les associations professionnelles ont devant eux une tâche magnifique. Ils doivent l'aborder sans trop tarder, car enfin, comme dit Friedmann, cette puissance chaque jour accrue entre des mains toujours plus nombreuses, à un rythme toujours plus précipité et de manière toujours plus redoutable, il importe de la *nourrir de sagesse*. Retournez de toutes les manières les problèmes du progrès technique: vous n'éviterez pas d'en venir là. Cette constatation s'impose d'autant plus impérieusement que les forces et les phénomènes placés aujourd'hui sous le contrôle de l'homme commencent à égaler ceux de la nature en puissance et en intensité.

Un débat sur l'automation à l'Association suisse de politique sociale

L'Association suisse de politique sociale avait mis à l'ordre du jour de son assemblée générale du 5 décembre la question de l'automation sous son aspect économique et social.

La question a été introduite par M. F. Hummler, délégué aux possibilités de travail à la défense économique. Cet exposé fut suivi d'interventions de M. Ch.-A. Dubois, secrétaire de l'Association patronale suisse des constructeurs de machines et industriels en métallurgie à Zurich, et l'autre de notre collègue E. Wyss, secrétaire de l'Union syndicale suisse à Berne.

Comme la conférence de M. Hummler a été publiée intégralement dans le bulletin, nous nous bornons simplement à reproduire ci-après l'exposé de notre ami Wyss et celui de M. Dubois, que nous empruntons au journal des associations patronales.

L'opinion du D^r Edmond Wyss

« Nous sommes au seuil d'un âge d'or. L'ouvrier peut envisager l'avenir avec confiance; il n'a aucune raison de le redouter. » Cette profession de foi optimiste figure dans une brochure éditée par les associations patronales américaines.

« Je ne trouve nulle raison de se tranquilliser dans les déclarations de ceux qui assurent que tout ira bien à longue échéance parce que nous avons déjà surmonté, dans le passé, les conséquences révolutionnaires du progrès technique. Mais la vie humaine est trop courte pour que nous puissions nous satisfaire de la perspective d'une adaptation à long terme de la société à l'automatisation (in the long run we are all dead) » C'est en ces termes que Walter Reuther, président de la Fédération américaine des travailleurs de l'industrie automobile, met en garde contre les dangers possibles de l'automatique.

Ces deux voix américaines montrent combien divergent les appréciations dont les conséquences éventuelles — économiques et sociales — de l'automatisation font l'objet. Le fait que ces répercussions sont, pour le moment, extraordinairement difficiles à prévoir explique largement ces divergences. L'ampleur et la cadence du développement des productions automatiques dépendent de tant de facteurs divers qu'il est quasi impossible de faire des prévisions, même à terme relativement court, quant aux investissements qu'appellera l'automatisation. Il est plus difficile encore d'en prédire les incidences sur le marché du travail.

Parmi les facteurs de nature à exercer une influence sur l'essor de l'automatisation en Europe et en Suisse, mentionnons :

- La constitution éventuelle d'une zone européenne de libre-échange; elle donnera vraisemblablement une nouvelle impulsion aux productions en grandes séries et facilitera l'essor des fabrications automatiques.
- La formation et le recrutement du personnel technique nécessaire à la construction des machines et appareils automatiques, ainsi qu'à leur conduite, leur contrôle et leur entretien.
- L'évolution des relations entre les frais de main-d'œuvre et les charges de capital dans les diverses industries, ces relations étant déterminantes pour la rentabilité des entreprises qui recourent à l'automatisation.
- L'évolution de la conjoncture et des niveaux de vie; elle peut, en effet, provoquer une montée en flèche de la demande de certains biens;
- L'évolution démographique, en particulier les modifications du rapport entre l'effectif des personnes qui participent à la vie économique et l'ensemble de la population.

Les *répercussions de l'automatisation sur l'emploi* peuvent être très diverses :

- Dans une industrie en rapide expansion, le développement des productions automatiques peut être accompagné d'un accrois-

sement des effectifs de main-d'œuvre; l'industrie automobile française en fournit un exemple.

- En revanche, si les procédés automatiques sont appliqués dans une branche en stagnation ou en régression qui occupe une main-d'œuvre relativement considérable, ils peuvent avoir de sensibles répercussions sur le degré général de l'emploi.
- Le recul de l'emploi provoqué par l'automatisation dans quelques entreprises peut être compensé par une augmentation de la demande de main-d'œuvre dans d'autres fabriques.
- L'automatisation peut toucher des travailleurs difficilement transférables pour diverses raisons; elle peut aussi faire augmenter en flèche la demande pour certaines catégories de travailleurs.

Il paraît donc impossible de formuler des pronostics à longue échéance quant aux incidences probables de l'automatisation sur le marché du travail. En revanche, des *prévisions à court terme* sont tout à la fois possibles et souhaitables, ne serait-ce que pour prévenir une inquiétude ou une panique que les événements ne justifient pas.

Dans la plupart des pays, on s'efforce de prévoir l'*évolution de l'emploi à court terme* (en Suisse également, encore qu'avec des moyens d'investigation insuffisants). L'exécution des projets d'investissements — y compris ceux qui concernent l'automatisation — qui revêtent une certaine importance pour le marché de l'emploi, exige un certain temps, de sorte que leurs répercussions probables sur ce marché sont prévisibles dans une certaine mesure. Dans l'ensemble, les données relatives aux immobilisations de capitaux et les investigations qui portent sur les structures et les réserves de main-d'œuvre dans les diverses régions, industries et professions devraient permettre de déterminer trois mois ou même un an d'avance si l'on risque ou non d'affronter des situations qui exigeront des interventions spéciales de l'Etat — par exemple le licenciement de travailleurs étrangers, ou encore la mise en œuvre de mesures destinées à créer des possibilités de travail.

L'essor de l'automatisation posera des *problèmes particuliers*, mais qui ne sont pas nouveaux: ils sont inhérents à tout progrès technique. Il se peut cependant que, selon les circonstances, les répercussions de l'automatisation sur le marché du travail soient plus marquées que celles qu'entraînent généralement les perfectionnements techniques. Tel peut être le cas lorsque l'extension de l'automatisation dans une industrie coïncide avec diverses circonstances défavorables (par exemple, au cours des années trente, le système du laminage continu a été introduit aux Etats-Unis alors que la crise battait son plein; dans l'industrie automobile américaine et britannique, l'automatisation a été introduite en 1955/1956, alors que les ventes baissaient). Voici quelques-uns de ces problèmes:

- Apparition de poches localisées de chômage.
- Protection des travailleurs âgés difficilement transférables dans d'autres activités (ces travailleurs ne sont licenciés qu'en dernier lieu; mise prématurée à la retraite avec paiement de la pension pleine); ces solutions peuvent être inscrites dans les conventions collectives; leur application implique cependant une collaboration de l'État, en particulier un nouveau perfectionnement de l'assurance-vieillesse.
- Prolongation des prestations de l'assurance-chômage; versement de subsides suffisants pour couvrir les dépenses exigées par le changement de domicile ou la réadaptation professionnelle. Une assurance-chômage complémentaire peut être envisagée dans le cadre des conventions collectives, éventuellement une assurance ad hoc pour le versement d'indemnités de départ. Les réserves constituées pour la création de possibilités de travail peuvent contribuer à réparer les conséquences de l'automatisation.

L'automatisation provoquera une augmentation massive des capacités de production, du volume et de la diversité des biens lancés sur le marché. Automatisation et accélération du progrès technique signifient: davantage de machines et appareils; réduction de certains besoins de main-d'œuvre; offre grandissante de biens toujours moins chers; accroissement de la demande; nouveaux investissements; nouveaux emplois; nouvelles installations de production, etc.

Les travailleurs ne veulent pas freiner cette évolution, ce qui serait d'ailleurs impossible et contraire à leur intérêt. Cependant, pour que l'essor de l'automatisation soit un bienfait et non pas une malédiction, il doit être accompagné d'une élévation appropriée du pouvoir d'achat des masses, ce qui implique une *politique systématique de plein emploi*; parallèlement les *institutions de sécurité sociale* doivent être développées de manière à garantir des conditions d'existence convenables aux travailleurs — à ceux d'un certain âge notamment — que le progrès technique peut rendre superflus. La politique fiscale doit être, elle aussi, adaptée aux exigences économiques et sociales de l'expansion industrielle. En un mot, l'ère de l'automatisation requiert une *conception générale de la politique économique*.

En particulier, les travailleurs attendent de l'automatisation:

- *Des traitements et des salaires plus élevés*, afin que le pouvoir d'achat des masses puisse être adapté rapidement à l'accroissement de l'offre de biens.
- *La sécurité de l'emploi*. Les entreprises doivent être tenues de prendre, conjointement avec l'État, toutes les mesures propres à prévenir le chômage.

- *Une revalorisation des fonctions ouvrières.* L'automation pose aux ouvriers de nouvelles exigences et augmente leurs responsabilités. L'activité de l'ouvrier devient de moins en moins manuelle et de plus en plus intellectuelle. L'automation appelle donc une revalorisation des fonctions ouvrières.

L'automation entraînant nécessairement des économies de main-d'œuvre, les travailleurs exigent, parallèlement à une augmentation des gains :

- *Une réduction de la durée du travail* propre à faciliter la réintégration de la main-d'œuvre devenue superflue. Cette mesure est de nature à créer de nouveaux besoins, dans le secteur tertiaire notamment (services) : tourisme, motorisation du trafic, librairie, etc.
- *Des mesures propres à préserver la capacité de travail :* Les exigences posées à l'attention, au système nerveux en un mot, exigent une augmentation du nombre des pauses réparatrices et de la durée des vacances.
- *Un abaissement de l'âge donnant droit aux prestations des institutions sociales,* en particulier pour assurer la sécurité sociale des employés et ouvriers d'un certain âge éliminés par l'automation.
- *Une élévation de l'âge d'entrée dans la vie professionnelle,* afin de permettre d'augmenter, conformément aux exigences de la technique, la durée de la formation professionnelle.

En bref, l'automation est appelée à modifier profondément les conditions de travail. Il est évident que seule une collaboration plus poussée entre les organisations de travailleurs et d'employeurs, et entre elles et l'Etat, permettra de résoudre les nouveaux problèmes sans conflits sociaux. En particulier, le développement de la *consultation ouvrière* et de l'information n'est pas seulement conforme à l'équité : c'est aussi une exigence de la raison.

Enfin, si l'on veut éviter que l'automation et l'accélération du progrès technique ne soient un jour préjudiciables aux travailleurs, des *décisions planifiées* sont indispensables. Comme l'a relevé dernièrement le professeur E. Salin, de l'Université de Bâle : « L'énergie atomique et l'automation impliquent — si l'on entend en tirer tous les avantages qu'elles peuvent offrir et écarter d'emblée leurs conséquences négatives — un « niveau élevé de planification... »

En bref, les syndicats ne visent pas seulement à protéger les travailleurs contre les inconvénients de l'automation ; ils veulent aussi saisir les possibilités qu'elle offre d'améliorer les conditions d'existence et le niveau culturel de la population tout entière.

L'« automation » est un mot qui effraie. Il n'est ni beau ni français. Nos voisins de l'Ouest essaient de le remplacer par l'« automatique ». Est-ce mieux? Pourquoi ne pas employer des mots qui sont plus simples et désignent mieux ce que l'on entend? Car il s'agit du « progrès et du développement technique », avec les conséquences que cela comporte.

En fait, il n'y a rien de neuf sous le soleil. Dès qu'une industrie existe, qu'une production est entreprise, des problèmes d'« automation » se posent automatiquement. Auparavant, on en parlait en d'autres termes. Ce n'est pas parce que maintenant on donne une nouvelle impulsion au développement technique, que des efforts sont déployés pour essayer de donner une base plus scientifique à ces questions, qu'il faut croire à une situation entièrement nouvelle. Nos prédécesseurs ont parlé de taylorisme, de rationalisation et, plus récemment, de productivité, dont l'« automation » n'est qu'un élément. Tous ces mots n'étaient guère plus heureux.

Ce qu'on appelle sans savoir toujours ce que l'on dit: l'« automation » est une constante, une progression de la technique et des conséquences qu'elle engendre. Il y a donc évolution, mais en tout cas pas révolution. Il est possible que la question soit actuellement plus « poussée », mais ce n'est pas un état neuf, comme une innovation qui demande sur-le-champ des mesures spéciales, immédiates. Le problème a débuté avec l'industrie et on ne lui voit pas de fin.

Ce qu'il y a de plus inquiétant, c'est de constater que toutes les belles théories à ce propos, les discours, les dissertations, n'ont réussi qu'à développer une véritable anxiété dans les classes laborieuses, qui pensent que l'on étudie des mesures allant de façon radicale supprimer ou réduire leur gagne-pain. Il faut résolument combattre ce sentiment compréhensible, mais erroné du tout au tout. C'est un aspect du problème auquel les théoriciens ne pensent pas, mais qui revêt une grande importance.

L'exemple de l'industrie automobile anglaise a été néfaste. On l'a exploité à des fins inadmissibles. On sait que le chômage provoqué était dû à des circonstances économiques beaucoup plus qu'à l'automatisation des moyens de production. On ne peut d'ailleurs concevoir qu'un patronat conscient de ses élémentaires devoirs ne se préoccupe pas de réemployer ailleurs les éléments devenus libres ensuite des progrès de l'automatisme. Dans tous les immenses progrès du machinisme depuis la fin de la dernière guerre, on n'a pas enregistré de chômage. D'autant plus que l'on sait que l'automatisation engendre d'autres possibilités de travail, même très étendues. Il s'agit avant tout d'un problème d'organisation à la solution duquel tous les intéressés doivent apporter leur concours.

Le sentiment humain a toujours, au début, lutté contre le progrès technique. Les exemples ne manquent pas. J'en citerai trois. Le premier est tiré de la vie de Karl Marx. Lorsque ce dernier habitait Bruxelles, il fut sollicité de se rendre d'urgence à Paris. Il voulut employer le moyen le plus rapide et moderne à disposition, soit le tout nouveau chemin de fer. Mais il n'arriva pas ainsi à Paris, car à mi-chemin le train fut empêché d'avancer parce que les hôteliers et les cochers de fiacre avaient arraché les voies pour protester contre ce progrès technique dans lequel ils voyaient un destructeur de leur gagne-pain. — Il n'est pas besoin d'insister sur le deuxième exemple que chacun connaît et qui est l'incendie d'Uster pour détruire les nouveaux métiers Jacquard, qui apportaient une novation énorme dans la production textile. — Quant au troisième exemple, il se situe plus proche de notre époque, bien qu'il stupéfie nos enfants si on leur raconte ce fait. Dans les années 1930, plusieurs cantons ont interdit l'emploi de la pelle mécanique pour combattre le chômage. — Quoi que l'on fasse, on ne va pas contre le progrès technique. Si on sait le dominer et ne pas devenir son esclave, on subit les transformations qu'il provoque sans pour cela perdre son travail, mais pour alléger l'effort humain.

Les spécialistes déclarent qu'on connaît deux sortes d'« automation » : d'une part, le système d'intégration qui est le développement mécanique et, d'autre part, le système de contre-réaction qui présuppose l'emploi de dispositifs électroniques. Le premier système, qui est l'automatisation partielle et progressive, restera le plus utilisé, surtout chez nous.

Car quelle est la situation pour la Suisse? Il ne faut jamais oublier que nous ne connaissons pas réellement la production de masse. Il peut y avoir quelques exceptions. L'industrie alimentaire et l'industrie chimique connaissent déjà un degré avancé d'automatisation. Mais pour prendre l'exemple que je connais le mieux et qui se trouve être celui de l'industrie des machines occupant le plus grand nombre de personnes, il ne faut pas perdre de vue que le succès de notre industrie réside dans le fait de la production « sur mesure » par opposition à la confection en grandes séries. L'« automation » ne peut être que progressive et surtout *génératrice de travail*. Nous serons davantage appelés à produire les machines nécessaires aux progrès techniques. La petite entreprise conservera toute sa raison d'être et sa place au soleil. Elle sera, plus encore que maintenant, le complément de la grande entreprise, qui seule aura la force d'adopter les méthodes très coûteuses de l'automatisation.

N'oublions pas que si l'on parle à bien plaisir de l'« automation », cette dernière pose des problèmes accessoires à la technique qui sont tout aussi ardues à résoudre et qui risquent insensiblement de dépasser les capacités des plus grandes entreprises et même d'un pays à l'échelle européenne. *Qu'on le veuille ou non, comme pour*

l'énergie nucléaire, l'« automation » va devenir un problème européen si on veut le maîtriser.

Les spécialistes estiment que la rentabilité de l'« automation » n'est réelle que si l'on arrive, par elle, à réduire de 50% le prix de revient des produits. Cela laisse entrevoir toutes les questions vitales qui en découlent. Le peu de temps à disposition pour un tel débat ne permet pas d'aborder toutes les questions qui se posent: financement, investissements énormes, reconversion de la main-d'œuvre, modifications dans la formation de la main-d'œuvre, etc. Insistons toutefois sur le fait que tout cela est progressif et que nous n'allons du jour au lendemain transformer l'industrie.

On se pose encore la question de savoir si l'« automation » améliorera la situation du salarié et permettra de réduire le temps de travail. Impossible d'entrer ici dans le détail de cet important aspect du problème. Il faut seulement se borner à dire qu'à priori et en *théorie* on devrait pouvoir répondre par l'affirmative. Mais il est de mon devoir de mettre en garde contre toutes les illusions fallacieuses. N'omettons pas de penser que les installations toujours plus coûteuses devront sans cesse être amorties dans un laps de temps plus restreint. Et si l'on « automatise » dans le monde entier, le but premier à atteindre *devra être la diminution générale des prix pour pouvoir vendre.*

Conscient de l'imperfection de mon intervention dans un temps très limité mis à ma disposition, je voudrais me résumer en quatre points:

a) Personne ne nie que le problème existe. *Mais il a toujours existé.* Le mot « automation » que l'on nous a imposé a pour les masses des conséquences psychologiques néfastes. Il faut par tous les moyens expliquer au mieux le problème.

b) Il s'agit d'une *évolution*, plus ou moins lente ou accélérée, mais en aucun cas d'une révolution, comme par exemple la découverte d'une nouvelle source d'énergie.

c) Le progrès technique pose des problèmes d'intérêt général à *résoudre avec le concours de tous les intéressés, chacun selon ses compétences et ses possibilités.*

d) Tout augmente en volume et en quantité, dans d'énormes proportions. Sommes-nous trop tard? Non, on n'est jamais trop tard. Mais il ne faut pas oublier que nous sommes un petit pays aux *possibilités limitées.* Comme d'autres problèmes, l'« automation » deviendra probablement un *problème européen.* Il peut devenir une œuvre d'union de notre pauvre continent si déchiré. Pourquoi pas? Il en a si besoin!